

## Préface à "Le Stalinisme en Espagne", de Katia Landau

[https://www.marxists.org/francais/rosmer/works/1938/00/rosmer\\_19380000.htm](https://www.marxists.org/francais/rosmer/works/1938/00/rosmer_19380000.htm)

Alfred Rosmer

Ce n'est pas la première fois que nous vient d'Espagne le récit d'atrocités, de tortures perpétrées sur des prisonniers dans les geôles, d'assassinats réalisés par les policiers ordinaires ou par des mercenaires spécialisés visant à la suppression systématique des militants ouvriers. Au cours de l'âpre lutte acharnée que les ouvriers syndicalistes révolutionnaires et anarchistes livrèrent sans répit contre la monarchie semi-féodale et à la dictature, la répression se développa à maintes reprises d'une manière si sauvage, les violences commises sur les prisonniers étaient si féroces, les tortures si sadiques, que leur révélation soulevait la colère du prolétariat dans tous les pays, indignait cette portion de l'opinion libérale et démocratique qui refusait de se faire par son silence complice des bourreaux, et provoquait la formation d'un mouvement de solidarité si puissant en faveur des infortunés victimes que les tortionnaires cléricaux et monarchistes se trouvaient contraints de cesser leur abominable besogne.

Mais c'est la première fois qu'une même répression, le recours semblable à des méthodes raffinées de torture des prisonniers, l'assassinat en Espagne, sous couvert de la défense de la démocratie, de la lutte contre le fascisme de militants ouvriers par des "tueurs" professionnels s'accomplissent dans l'indifférence ou le silence complice, parfois l'approbation ouverte de représentant de ces groupements et organisations qui jadis dénonçaient les crimes des gouvernants et de leurs agents d'exécution.

Les faits rapportés dans cette brochure sont déjà connus, pour l'essentiel sinon dans leur odieux détail, de tous ceux qui ont voulu savoir ce qui se passait réellement en Espagne. Ils ne sont pas contestés et ne peuvent pas l'être. Mais il faudrait les taire. Parler serait servir Franco en jetant le trouble dans les rangs antifascistes. Il faut d'abord battre Franco. Mais après la victoire, il y aura, entre antifascistes victorieux, des règlements de comptes, et la Révolution reprendra sa marche en avant. Aveuglement volontaire ou trahison de ceux qui se sont laissés corrompre par le pouvoir et n'ont plus confiance dans la classe ouvrière. Comment s'imaginer en effet qu'une répression aussi clairement dirigée et poursuivie avec une implacable persévérance puisse n'être qu'un fait secondaire, isolé, restant en marge de la bataille générale ? Il est évident au contraire qu'elle fait partie intégrante de la politique délibérée du gouvernement républicain, qu'elle est, de cette politique, le commentaire le plus clair. Explication la plus précise. Le simple rappel des événements qui se sont déroulés depuis mai 1936 suffit à le montrer.

Les ouvriers anarchistes, socialistes, poumistes, et eux seuls presque sans armes, ont sauvé Madrid et Barcelone, et avec les deux capitales c'est le pays tout entier qui serait sauvé si le gouvernement n'était effrayé par le caractère socialiste que prend aussitôt la défense de la République. Les ouvriers ne se sont pas jetés sur les mitrailleuses par amour des chefs républicains - qu'ils ont déjà vus à l'œuvre de 1931 à 1933 - mais parce que la foi révolutionnaire les anime. Il est tout de suite évident que la lutte n'est plus cette fois entre les démocrates impuissants d'Azaña et les généraux rebelles mais entre le socialisme et le fascisme. Les grands exploiters, industriels et féodaux agrariens qui ne se font pas d'illusions ont tous passé chez Franco. Et Mussolini aussi le comprend. Il envoie immédiatement du renfort, contribue à assurer le libre passage entre le Maroc et l'Espagne franquiste, ce qui permet à Franco de constituer cette troupe de choc, légionnaires et tirailleurs marocains, sans laquelle il aurait été contraint de capituler rapidement.

Mais il y a les "grandes démocraties" ? En France, le gouvernement qui est de Front populaire adopte la politique dite de "non-intervention", d'accord avec le gouvernement britannique.

Et l'autre "démocratie", la stalinienne ? Mussolini a envoyé des avions sans perdre un instant. Staline, lui, ne donnera d'abord au prolétariat espagnol, un mois plus tard, au milieu d'août, que le "réconfort moral" du premier "procès de Moscou". En cette fin de juillet 1936, il est tout à fait occupé à le monter - avec [Iagoda](#), le "traître" de 1938. Et jusqu'à fin septembre, c'est tout ce qu'il enverra aux ouvriers espagnols, pauvrement armés et équipés devant un adversaire qui progresse dangereusement. A cette date, il ne *donne* pas mais *vend* des armes au gouvernement républicain. Et il ne le fait pas sans poser des conditions: avec les armes, il faut prendre sa politique. Celle-ci consiste essentiellement dans la liquidation la plus rapide possible de la Révolution socialiste. Pour Staline, en effet, il ne s'agit pas d'une lutte décisive entre le socialisme et le fascisme. Il faut cacher, en attendant de la détruire complètement, tout ce qui indique la révolution socialiste, ne plus parler que de défense de la démocratie, surtout transporter le conflit sur le terrain de l'antihitlérisme, donc alarmer la France et l'Angleterre; exciter le pire chauvinisme pour amener les gouvernements de ces deux pays à intervenir, transformer la grande bataille ouvrière en bagarre entre impérialismes rivaux. S'il y a en Espagne des gêneurs, des hommes qui se mettent en travers de cette liquidation, il faudra les supprimer, précisément selon la méthode qu'on vient d'inaugurer à Moscou avec ce premier procès des vieux bolchéviks. A cet effet, un personnel spécial arrive avec les tanks et les avions: il est placé sous la direction d'[Antonov-](#)

[Ovséenko](#) - un "traître" cependant selon les dernières nouvelles - nommé consul général à Barcelone, là justement où les "gêneurs" sont les plus nombreux, disposent d'une force ouvrière imposante et d'un prestige qu'ils ont acquis par leur attitude au cours des journées héroïques du début du soulèvement. Antonov donne ses instructions, met en mouvement ses agents: un Etat dans l'Etat se constitue dans toute l'Espagne républicaine et singulièrement à Barcelone et en Catalogne, avec sa police, ses prisons, ses bourreaux, agissant en maître absolu en marge de la police et des autorités régulières. Ce sont eux qu'on voit à l'œuvre dans les témoignages ici rapportés, torturant des hommes et des femmes, après avoir fait enlever et disparaître Bernieri, Barbieri, Andrés [Nin](#), Kurt [Landau](#), Marc Rhein-Abramovitch, Erwin [Wolf](#), Freund Moulin et combien d'autres moins connus, anarchistes, poumistes, socialistes, membres de la [IV<sup>e</sup> Internationale](#), accourus de partout pour lutter aux côtés des ouvriers espagnols, révolutionnaires éprouvés, antifascistes plus sûrs que M. Azaña.

Est-ce que ces crimes ont empêché l'avance régulière de Franco ? Ne voit-on pas, au contraire, qu'il y a un parallélisme certain entre leur accomplissement et les succès répétés de l'ennemi, installé aujourd'hui en Catalogne même, ce que chacun, aux premiers mois de la Révolution eût considéré comme une hypothèse absurde. Certes il y a eu des trahisons, mais jamais du côté où les staliniens prétendent en trouver, et toujours parmi leurs alliés et leurs troupes; des généraux républicains ont passé chez Franco, des ministres staliniens ont fui devant l'ennemi au moment le plus critique... La cinquième colonne n'est pas un mythe mais les traîtres et les espions qui la composent sont toujours en liberté et peuvent agir impunément: la police républicaine ne les découvre jamais - quand elle ne les protège pas - et la police stalinienne ne cherche que les révolutionnaires.

Staline a vendu des armes à l'Espagne républicaine. Mais il a en même temps apporté la démoralisation parmi les ouvriers et paysans d'Espagne. Beaucoup étaient d'abord reconnaissants à l'U.R.S.S. de l'aide fournie, mais ils ne pouvaient comprendre que la fourniture d'armes comporte comme condition première l'abandon de la révolution socialiste déjà réalisée dans les faits. Démoralisation et passivité se sont étendues au prolétariat de tous les pays. C'est ainsi que la Fédération française des cheminots, dont la direction est stalinienne, se borne à regarder passer les trains de munitions que ses adhérents acheminent chez Franco, satisfaite, semble-t-il, de noter ironiquement: "C'est beau la non-intervention !" La bourgeoisie, même démocratique, est dans son rôle quand elle intervient contre une révolution socialiste. C'est ce qu'elle a fait contre la Russie soviétique, contre la Hongrie soviétique, contre la révolution allemande. Il n'y a rien là qui devrait nous surprendre. Mais quand des représentants de grandes organisations ouvrières se bornent à des dénonciations platoniques de la non-intervention sans faire appel à l'action directe des ouvriers, demandent au gouvernement de se préoccuper de l'"intérêt français", on voit clairement qui, finalement, aide Franco. Cela, qui est une trahison véritable c'est le fruit empoisonné de la politique stalinienne, politique de défaite doublée à présent, partout, de l'assassinat des militants demeurés révolutionnaires. Les pages qui suivent en apportent de nouvelles preuves. Qui veut contribuer à la victoire de l'antifascisme doit parler.